

Rédaction - Administration :
2, rue Richard-Lenoir,
93100 Montreuil.

Tél.: 808-00-80 à 84.
Télex : PRENO A 211 628 F.

Edité par la SPN
(Société de presse nouvelle).

Directeur de la publication : Alain Bobbio.
Numéro de la Commission paritaire : 46722.
Imprimé par Rotographie.

rouge

MERCREDI
7 JUILLET 1976

Brésil

DU SANG DANS LE COCA

« Un gout étrange venu d'ailleurs »



- Deux morts dans les cuves de Coke
- La fabrication continue
- Un témoin gênant torturé et supprimé
- La police brésilienne classe le dossier

page 3

LAHYANI ET MAZOUÉ, DEUX ANTIFASCISTES, PASSENT AUJOURD'HUI EN APPEL

LIBEREZ LES !

- Ils ont été scandaleusement condamnés en première instance, à 12 et 8 mois fermes

Lahyani et Mazoué nos deux camarades passent en procès aujourd'hui à 13 heures devant la 10^e chambre d'appel. Jean-Jacques et Serge avaient été condamnés par la tristement célèbre 23^e Chambre correctionnelle dites des flagrants délits, respectivement à 1 an et 8 mois fermes. Le déroulement des débats nous a montré que cette condamnation était éminemment politique. Les juges n'ont rien voulu savoir des faits. Aucune prise en considération d'éléments pour le moins troublants.

— Les « armes » ont été apportées au commissariat par les membre de l'UNI alors que les policiers ne les avaient pas trouvées sur place. Qu'est ce qui prouve que nos camarades étaient en possession de ces armes ?

— Au milieu d'armes provenant d'un chantier voisin (tiges filées manche de pioche...) se trouvaient un nunchaku. Est ce que nos camarades qui venait d'une fête entre amis et qui rentraient chez eux

avaient des raisons d'avoir ce genre d'armes sur eux.

— Alors que le jugement a reconnu la non préméditation, de l'« agression » de nos camarades envers les nervis de l'UNI, alors qu'il leur a reconnu des mobiles « profonds et nobles » et écartés les mobiles crapuleux, pourquoi les a-t-il condamnés aussi lourdement ?

Aujourd'hui Serge et Jean-Jacques vont être présentés devant une autre chambre, un autre juge. Il tient à nous faire céder la justice bourgeoise. Nous devons être nombreux cet après-midi à venir les soutenir. Nous devons créer un rapport de force en notre faveur. Plus un jour de prison pour Serge Lahyani et Jean-Jacques Mazoué. Toutes les personnalités, tous les organismes, tous les militants, tous ceux qui luttent contre la justice de classe, doivent envoyer des pétitions des motions, au président de la 10^e chambre d'appel du tribunal de Paris, 2 Bd du Palais.
Jean-Gilbert du Cap.

Disparition d'une des plus grandes figures de la révo- lution chinoise



Chu Teh pendant la longue marche

Chu Teh est mort

Le maréchal Chu Teh, président de l'Assemblée Nationale Populaire chinoise, membre permanent du bureau politique du Parti communiste chinois est décédé, a annoncé mardi soir Radio Pékin.

Né en 1886, d'une famille de paysans aisés, Chu Teh entre en 1909 à l'académie militaire du Yunnan tout en militant dans l'organisation révolutionnaire de Sun Yat Sen. Il prend une part active à la révolution entraînant la chute de la monarchie en Chine. Membre du Kuomintang en 1922, il part en Allemagne afin de compléter sa formation militaire et c'est à Berlin, après une rencontre avec Chou En Lai, qu'il adhère au Parti communiste chinois à peine créé.

Suite page 3

THE TRUITE

En 1973, une pollution de la Faye (rivière des Vosges) avait provoqué la mort de milliers de poissons. Une société textile a été reconnue coupable de cette pollution, attaqué en justice par une société de pêche et condamnée par le tribunal de St Dié. Et que croyez vous qu'il arriva ?

Conformément au jugement, la société textile vient de déverser dans la rivière une truite de 15 centimètres destinée à repeupler la rivière. La société de pêche a décidé de faire appel au jugement. Rouge ouvre une souscription pour renflouer le PDG de la société textile qui doit se trouver maintenant au bord de la faillite.

A Malville NUCLEAIRE CHAMPETRE

La journée de lundi à Malville a pris des aspects bucoliques: le camp établi près du site s'est orné de huttes de branchages ainsi que le fossé bordant la brèche creusée dimanche dans la clôture. Les flics étaient invisibles à part un cordon devant la brèche. On se préparait à envoyer des équipes d'animation dans les villages voisins. Les occupants sont environ un millier...

HAUTE SURVEILLANCE



Les flics devant la centrale de Lisieux, après la révolte durement réprimée, de trois détenus

Lundi 5 juillet, à la prison de Lisieux (Calvados), trois détenus dont Georges Ségard, connu pour s'être évadé du Palais de justice de Paris avec Christian Jubin, ont pris en otages des surveillants de la centrale. La réaction du pouvoir a été immédiate et très dure. Il a tout d'abord tenté d'imposer un black-out total sur les informations pour éviter d'ébruiter « l'affaire ». De plus, un commando spécialisé de la gendarmerie a attaqué très violemment les mutins. Poniatowski, ministre des polices, avait d'ailleurs donné des consignes de fermeté et de rapidité au préfet de Calvados.

Au sujet du gaz utilisé de l'assaut, un porte parole de la gendarmerie précise qu'il s'agissait d'un

« simple gaz lacrymogène à refuser de préciser ». Toutefois, la gendarmerie s'est refusée à préciser les proportions de Chlorobenzène. Les témoins ont cependant vu, au cours de l'assaut, des pulvérisateurs de type de ceux utilisés pour le sulfatage des vignes, qui produisent une épaisse fumée blanche en déclenchant une suffocation immédiate, ainsi que des brûlures des yeux et de la peau. Ce gaz fait-il partie des « moyens modernes » auxquels faisaient allusion J. Chirac il y a quelques mois et destinés aux brigades d'intervention N° 1 ?

Lire la suite page 4

- Le procès de la nuit de Bastia Cacciari devant la Cour de sûreté

page 4

- Des festivals de jazz pour l'été

page 7

- Sécheresse : on ne prête qu'aux riches

page 8

- Un nouvel inédit de Jack London

page 8

LIBAN

QUEL CHOIX POUR LA RESISTANCE PALESTINIENNE ?

Alors que l'offensive contre le camp Tell el Zaatar en est à son quinzième jour, la Résistance palestinienne et la gauche libanaise ont lancé des opérations contre les zones chrétiennes dans le nord du pays.

Elles s'attaquent là au cœur de la région contrôlée par le camp réactionnaire. Leur offensive est en cela différente de celle de leur adversaire. Le camp palestinien est une enclave progressiste dans la région adverse, et par conséquent très vulnérable. La percée dans le nord par contre confronte les organisations chrétiennes à la faiblesse des zones qu'elles contrôlent.

Ainsi le camp progressiste espère gagner sur deux tableaux : prendre des gages contre la chute de plus en plus probable de Tell el Zaatar et obliger le camp chrétien à céder en stoppant son offensive.

Quinze mois après son déclenchement, la guerre civile au Liban a atteint un point de non retour. Le statu quo n'est plus possible. La droite chrétienne a trop risqué et trop perdu pour accepter une solution politique avant l'affaiblissement militaire préalable de ses adversaires. Le régime syrien s'est engagé trop loin pour pouvoir faire marche arrière sans risquer le discrédit définitif entraînant dans sa chute brutale.

Et pourtant, c'est une situation de statu quo que la résistance palestinienne tente encore d'atteindre aujourd'hui. Menacée de tous les côtés, devant faire face aux dures attaques des troupes syriennes et des forces militaires réactionnaires libanaises, elle espère encore un règlement politique de la crise, tenant compte du rapport de force militaire actuel au Liban. La faillite des démarches entreprises pour organiser une table ronde regroupant les parties concernées lundi dernier, a cependant abouti à une recrudescence de l'offensive anti-réactionnaire dans certains secteurs encore jamais touchés par la guerre civile. L'avance vers le village chrétien de Kahalé, l'encercllement de Batroun et la prise de Chekka, bastions stratégiques dans le nord chrétien du Liban, empêcheront en partie, la perte quasi inévitable du camp palestinien de Tell el Zaatar qui poursuit sa résistance héroïque.

Mais aujourd'hui, il n'est plus possible de faire ses calculs uniquement en fonction de la situation sur le terrain. Depuis le début de l'offensive contre Tell el Zaatar, il y a quatorze jours, la résistance savait que quelque chose avait changé dans les rapports entre la Syrie et les régimes arabes. Ce « quelque chose », ce sont les décisions de dernier sommet quadripartite, tenu il y a quinze jours à Ryad entre l'Arabie Séoudite, le Koweït, l'Égypte et la Syrie. Au cours de ce sommet, les régimes arabes se sont rendus aux arguments syriens. Ils ont convenu que l'arrêt de l'offensive anti-palestinienne signifierait la perte d'une chance « historique » permettant le dégageant de l'impasse politique au Proche orient et l'accélération de la réalisation de la solution pacifique avec Israël.

Le résultat fut que les régimes arabes réunis à Ryad ont accordé un soutien tacite à la Syrie pour mater les palestiniens au Liban. Le projet d'envoi de casques verts arabes au Liban a été avorté pour ne pas gêner les manoeuvres syriennes. Cela, tous les propos fallacieux et hypocrites de président de la Ligue arabe, Mahmoud Ryad, ne pourront le cacher.

Ces régimes ne sont pourtant pas prêts à se mouiller directement dans la guerre « libanaise ». Ils assistent au carnage actuel, passifs en apparence, tout en finançant à fond la



Combatant islamo-progressiste (Gamma)

campagne syrienne. Si Assad se casse le nez, eh bien, ce sera tant pis pour lui. Il sera toujours temps de le dénoncer, de même qu'il sera facile aux américains de le remplacer. Les candidats à un putsh militaire de droite parmi les officiers syriens ne manquent pas.

Mais on n'en est pas encore là. Le choix politique réel auquel la résistance palestinienne, qu'elle le veuille ou non, doit aujourd'hui faire face, se situe entre l'acceptation des conditions de mise au pas présentées par la Syrie, et la dénonciation de tous les régimes arabes, comme complices du complot perpétré au Liban. Cette dénonciation ne peut en aucun cas se limiter à des déclarations verbales, aussi dures soient elles, mais suppose un tournant radical de toute la politique des directions palestiniennes vis à vis des bourgeoisies arabes ; ce tournant, les directions palestiniennes ne semblent pas prêtes à l'assumer.

La résistance palestinienne aura joué avec le feu jusqu'au bout. Elle a louvoyé pendant des années et se retrouve aujourd'hui acculée, le dos au mur. L'avenir politique de la direction de la résistance d...pendra des choix stratégiques qu'elle doit faire aujourd'hui.

Sélim Accaoui

Catherine Lévy expulsée d'Israël

Catherine Lévy avait été arrêtée il y a deux semaines à son arrivée en Israël. Accusée par les services de police de tenter d'introduire des explosifs pour commettre des attentats, une grande campagne de presse avait été engagée contre elle. Aucune preuve n'ayant pu être avancée, les autorités l'ont purement et simplement expulsée. Elle n'a pu entrer en contact avec son avocate Léa Tsémel pour faire appel.

GRECE

LES CONTRE-COUPS DU MAI D'ATHENES

De notre correspondant, Athènes le 5 juillet.

Caramanlis avait déjà menacé les organisations révolutionnaires de « mesures telles, qu'elles ne puissent plus faire de mal au peuple », quand il tirait les leçons de la journée des barricades du 25 mai. Conformément à cette déclaration, la répression contre « ceux qui ont l'arrogance d'en revendiquer la responsabilité morale » se déchaîne depuis quelques jours : filatures, perquisitions chez des militants chypriotes et surtout convocations à la sûreté nationale d'une centaine de militants d'extrême gauche accusés d'être les fameux « responsables moraux ». Pour mesurer la gravité de la répression, il faudrait ajouter que l'enquête contre les organisations révolutionnaires se poursuit, tandis que 30 militants arrêtés sur les barricades sont déjà en taule pour une durée de cinq mois à deux ans et demi (détail : ils sont emprisonnés à la même prison que Papadopoulos et compagnie).

Le renforcement de la législation répressive (toute attaque contre les flics est désormais passible de peines très lourdes), le déchaînement de la violence de la « majorité silencieuse » à laquelle Caramanlis a fait solennellement appel (attaque armée à quatre heures du matin contre le local du Parti communiste grec le 26 juin), l'agression contre

tout ce qui est syndicalisme indépendant (plus de 450 licenciements de responsables syndicaux en moins d'un mois) donnent une idée du climat qui règne en ce moment en Grèce.

Cependant, ce qui est déjà évident, c'est que les mobilisations massives de la classe ouvrière ainsi que ses affrontements avec l'appareil répressif durant le mois de mai, ont marqué tant le développement rapide du mouvement revendicatif et de l'organisation du prolétariat grec, que l'ouverture de la période de l'après Caramanlis. En effet le déclin du bonapartisme s'accompagne désormais de toute une réorganisation de la scène politique grecque. Tandis que les partis tampons traditionnels de la bourgeoisie, l'Union du centre périclite et s'entredéchire, la gauche (les deux PC et le PASOK), naviguent de plus en plus difficilement entre les compromissions et la pression des luttes qui se répercutent à l'intérieur de leurs bases. C'est exactement cette pression de leurs bases qui les a drailleurs invités à nuancer leurs critiques initiales contre les « provocateurs, agents de forces obscures », qui ont lutté pendant 20 heures sur les barricades.

Une chose est sûre depuis ce joli mois de mai athénien : les travailleurs grecs ne seront plus les parents pauvres du prolétariat méditerranéen.

Appel de l'Union des Communistes Internationalistes de Grèce (Section grecque de la IV^e Internationale).

L'UCIG dénonce le fait que deux de ses militants Jean Felekis et Aleka Feleki-Abavi, sont accusés d'être responsables du massacre du 25 mai, avec d'autres militants organisés ou inorganisés.

Elle soutient que le responsable moral des événements est le gouvernement Caramanlis et que tout un complot est en train de se mettre en place contre les organisations ouvrières au moment où des gangs fascistes agissent au centre d'Athènes avec la couverture de la police, au moment où la chasse au syndicaliste atteint son apogée.

Elle appelle à l'organisation d'une campagne pour dévoiler l'escroquerie de la responsabilité morale, pour que soient acquittés les militants accusés, pour que soient libérés les emprisonnés du 25 mai.

DERNIERE MINUTE

23 camarades d'extrême-gauche ont été inculpés d'incitation à l'insurrection, etc. Un comité de soutien a été constitué à l'initiative de 5 organisations d'extrême-gauche, dont l'UCIG et le FCR (Front communiste révolutionnaire).

MEXIQUE

PORTILLO A PERDU LA FOI MAIS GAGNE LES ELECTIONS

On peut bien le dire, ça n'a pas été trop dur pour José Lope Portillo de devenir le dernier en date des présidents mexicains. Comme il était le seul candidat en lice, le risque était réduit à sa plus simple expression. Ce candidat du PRI, le Parti révolutionnaire institutionnel (sic) a été élu avec 17 millions de voix sur 18 soit 95 % des suffrages. Le Parti d'action nationale, d'opposition s'abstenait en effet de concourir dans cette course truquée. Et la candidature du communiste Valentin Campa n'avait pas été officiellement retenue sous le prétexte que le PC mexicain refuse de donner les noms et les adresses de tous ses membres. Pourtant la campagne du candidat du PCM, par le succès des meetings et son impact populaire avait été le seul événement de ces présidentielles sans surprise. Autour de cette candidature se sont en effet retrouvés les éléments les plus combattifs des nouvelles couches ouvrières mexicaines qui ont commencé depuis quelques années à secouer le joug du bonapartisme populiste du PRI. Il faut noter que le PCM, a laissé les militants de la Ligue communiste internationaliste (organisation sympathisante de la IV^e internationale), qui appelait à voter pour Campa, développer leur propre programme et leurs positions dans les meetings électoraux organisés de concert.

Quelques détails quand même sur le nouvel homme fort du Mexique. Ancien boxeur, ancien rugbyman, Portillo se prend pour Bruce Lee et affirme qu'il n'ignore rien des arts martiaux. Monsieur le président, qui a été baptisé jadis, avoue avoir aussi perdu la foi. Ce qui est bien triste. Heureusement, il continue d'accepter la morale chrétienne. Ouf, on a tremblé.

Fin de la treizième session de l'OUA

UNITE DE FAÇADE CONTRE ISRAEL ET L'AFRIQUE DU SUD

Le XIII^{ème} sommet de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) s'est terminé à l'île Maurice dans une atmosphère houleuse. Coïncidant avec les massacres de Soweto, la tentative de coup d'Etat au Soudan, et l'opération de commando israélien en Ouganda. Au cours de sa clôture, l'OUA a fait état de ses divisions internes et points de polarisation. Si l'unanimité a pu aisément se faire contre l'Afrique du sud, « l'ennemi numéro 1 » et contre Israël, en revanche les autres divergences ont souvent été l'objet d'escamotage pour maintenir l'illusion d'une unité de façade. Les propos des chefs d'Etat des pays africains présentaient d'ailleurs de profondes différences selon qu'elles étaient prononcées en huis clos ou en séances publiques.

Deux échecs importants sont à relever. Le premier concerne l'avenir du Sahara occidental pour lequel le Benin avait proposé une résolution réaffirmant « le droit à l'autodétermination du peuple Saharaoui et demandant le retrait de toutes les forces d'occupation ». Face aux menaces de retrait de l'OUA préférées par le Maroc et la Mauritanie les chefs d'Etat et de gouvernement ont décidé de convoquer une réu-

nion extraordinaire pour essayer de régler « pacifiquement » le problème. Le second échec a trait à l'affaire Rhodésienne. Si l'OUA a décidé un soutien accru aux mouvements de libération d'Afrique australe et s'est prononcée pour le déclenchement de la lutte armée en Afrique du sud « afin d'éviter que des massacres comme ceux de Soweto se reproduisent », elle n'a pu parvenir à réunifier comme elle l'entendait les directions des mouvements nationalistes rhodésiens.

Dans la série des condamnations l'on peut relever celle de France (cf. sa collaboration militaire et nucléaire avec Prétoria); la non reconnaissance du Transkei (bantoustan d'Afrique du sud appelé à devenir « indépendant » en octobre prochain).

Une impasse de taille enfin : l'avenir de Djibouti. Ce problème fera l'objet d'une prochaine table ronde qui se tiendra au Ghana au mois d'août et durant laquelle l'OUA essayera de rapprocher les points de vue des différentes forces politiques du territoire. Les sessions de l'OUA se suivent sans que l'on puisse dire qu'elles innovent...

F. Tenaille

BRESIL UN GOUT ETRANGE



VENU D'AILLEURS

un an avant l'accident. Comme par hasard, le 7 septembre est le jour de la fête nationale au Brésil. L'attestation de décès de l'hôpital Santa Casa de Misericordia avait disparu, introuvable dans le bureau où il aurait dû être gardé. En fait la véritable date de l'inhumation semble bien avoir été le 15 octobre 1975. La solution pour résoudre le problème aurait été d'exhumer le cadavre aux fins des examens nécessaires. Cependant le délégué Godofredo Cesar de Matos, chargé de l'enquête, ne sollicita pas une telle autorisation d'exhumer.

A l'origine de l'affaire, existaient aussi trois témoignages. Mais l'un des témoins mourut dans des circonstances mystérieuses. Restaient en piste Felisberto Jose Ventura et Jorge da Silva. Employés tous deux à la Coca-Cola, ils furent d'abord licenciés. Quant au témoin mort, Sebastiao Dinis Filho, son cadavre fut découvert dans un terrain vague du quartier Baixada Fluminense où sont habituellement retrouvés les victimes de l'Escadron de la Mort. D'ailleurs les doigts de pied et de main étaient rongés à l'acide et le corps portait des traces de tortures.

Malgré tout, les déclarations des deux témoins, « non disparus », obligèrent la réouverture de l'enquête, cette fois sous la direction de la délégation régionale du travail (inspection du travail régionale) dirigée par Luis Carlos de Brito. Celui-ci au début du mois de février dernier, promit de mener l'enquête jusqu'au bout. C'est à cette époque que la délégation du travail reçut deux visites de « courtoisie » d'un citoyen nord-américain, Gerald R. Shaw, président de la *Coca-Cola Amérique du Sud*. Rien n'a filtré des entretiens qui eurent alors lieu.

Mais l'ingénieur Murilo Ribeiro Junqueiro qui avait été chargé par la délégation régionale d'enquêter sur les réservoirs et de vérifier les fichiers du personnel de la Coca-Cola, disparut pendant quelques temps, refusa de recevoir les journalistes et prépara trois rapports différents, dont un seul fut rendu public. Les termes y étaient vagues à souhait et disaient seulement « qu'il était

leur cadavre n'avait été découvert que 24h plus tard, alors que 10 000 litres de Coca-Cola avaient déjà été distribués.

Cette révélation provoqua une réponse immédiate de la direction. Le responsable du département du personnel de la Coca-Cola démentit la nouvelle et avertit la journaliste : « arrêtez cette « vague » qui va vous porter préjudice. Je vais couper les annonces publicitaires pour tous les journaux qui publieront quoique ce soit à propos de cette affaire. S'il y avait eu des morts, il y aurait eu des cadavres. Montrez moi donc ces cadavres. » Un autre employé de la firme tenta même de battre les records de l'humour cynique en ironisant : « La Coca-Cola donnera une récompense au premier qui trouvera dans une bouteille l'ouvrier tombé dans le réservoir ».

Mais ce n'est pas dans les bouteilles que furent retrouvés les cadavres. Le corps de Carlos Alberto da Oliveira fut découvert dans le petit cimetière de Cacuia, situé dans l'île du gouverneur où il avait été enterré le 26 octobre, comme indigent. Le cadavre de Marcellino Cardoso da Silava avait été mis en terre dans le cimetière d'une petite ville de l'intérieur.

Les mystères :

Officiellement, Carlos Alberto da Oliveira avait succombé des suites d'un œdème pulmonaire » et aurait été enterré le 7 septembre 1974, soit

répercussion de cet acte de protestation a été immédiate : des étudiants des principales villes du Brésil, dirigés par la centrale des étudiants de l'université de Sao Paulo, récemment créée, ont commencé une campagne dans tous les pays pour la défense de sa vie et pour l'amnistie pour tous les prisonniers politiques brésiliens.

C'est la première fois qu'une telle campagne est faite au Brésil, avec des répercussions dans différents secteurs sociaux. Ceci montre qu'un espace politique a déjà été conquis par la mobilisation combattive, principalement du mouvement étudiant, par la reprise des luttes des travailleurs avec la multiplication des grèves ouvrières, enfin par la propre crise économique-politique que vit la dictature militaire.

L'appui international à la lutte que les étudiants brésiliens mènent en faveur de la vie de Roberto Joao Mota, est considérée d'une extrême importance. Former des comités pour sauver la vie de Roberto Joao Mota, qui organiseront des manifestations de protestation pour faire pression sur vos gouvernements pour qu'ils interviennent auprès de la dictature militaire, pour faire des pétitions aux ambassades et à Geisel lui-même, enfin qu'ils collectent des fonds pour aider la campagne au Brésil, c'est la tâche de tous les révolutionnaires conséquents, principalement de ceux qui se réclament de la IV^e internationale.

Liberté pour Roberto Joao Mota Pour tous les prisonniers politiques brésiliens Pour la formation de comités de défense de la vie de Roberto Joao Mota A bas la dictature brésilienne

Que le Brésil soit vendu aux multinationales, ce n'est une nouveauté pour personne. Que ces multinationales puissent suborner et corrompre jusqu'aux sommets les plus élevés de l'administration et de l'Etat ne constitue pas non plus un secret. Mais que ces mêmes multinationales aient le droit de vie et de mort sur les ouvriers est un fait nouveau. La filiale brésilienne de la Coca-Cola Corporation est mêlée à l'un des scandales les plus retentissants de l'histoire des multinationales, ces dernières années au Brésil.

C'est au cours du mois de janvier 1976 qu'une rumeur se répand à travers tout Rio de Janeiro : un ouvrier est mort dans les réservoirs de fabrication de l'usine Coca-Cola. Et de ce réservoir sesont écoulés et ont été bu des milliers de litres de boisson « fraîche et rafraîchissante ». C'est le 30 janvier que pour la première fois, les journaux parlent de l'affaire, dans un reportage de « Folha da Tarde ». Non seulement l'article confirmait l'affaire mais ajoutait une précision : les morts étaient deux. Carlos Alberto de Oliveira, 23 ans et Marcellino da Silava, 25 ans étaient décédés le 12 octobre 1975 dans l'un des réservoirs qui sert à la fabrication du sirop concentré qui donne le goût et la couleur au Coca-Cola. Sans que l'on sache exactement comment, les deux ouvriers avaient été emprisonnés dans le réservoir et ce qui restait de

SAUVER LA VIE DE ROBERTO SOAO MOTA

Roberto Joao Mota, avocat travailliste, ex-président de la centrale des étudiants de l'université fédérale de Santa Catarina est emprisonné depuis le 4 novembre 1975, par le régime militaire brésilien. Comme des dizaines de leaders syndicaux et étudiants, mineurs et intellectuels, il a été soumis à de violentes tortures physiques et psychologiques par la police fédérale, à Florianopolis, capitale de l'Etat de Santa Catarina d'abord, et ensuite dans les unités militaires de la 5^e région militaire de Curitiba, Etat du Parana, où se trouve un des principaux centres de répression de la région sud du Brésil.

Les mauvais traitements, les chocs électriques et les longues heures passées sur le fameux « pau de arara », comme les constantes menaces de torturer sa femme et son fils d'à peine 9 mois, ont fini par compromettre sérieusement sa santé. En plus d'avoir perdu 30 kilos en moins de quatre mois, Roberto Joao Mota a du être interné dans un hôpital psychiatrique militaire après avoir tenté trois fois de se suicider comme déjà l'avait fait avant lui le vieux militant communiste Teodoro Gercow.

Sa famille, principalement sa femme et son père, humble travailleur retraité des mines de charbon de Santa Catarina, ont tenté, par tous les mécanismes « légaux » permis par la dictature militaire, d'obtenir sa libération : les médecins de l'hôpital psychiatrique ont eux-mêmes affirmé que le fait de rester en prison pourrait le conduire à la mort par de nouvelles tentatives de suicide.

Dans une tentative désespérée, il a commencé une grève de la faim le 1^{er} mai, qui a duré 10 jours. La

CHINE

CHU TEH

suite de la page 1

De retour en Chine en 1925, il devient après l'échec de la révolution chinoise, l'un des organisateurs avec Mao Tsé Toung de l'Armée Rouge chinoise dont il est nommé commandant en chef l'année suivante, il entre au bureau politique du Parti. La rencontre de ce soldat professionnel et de Mao est l'une des causes essentielles des victoires de l'armée rouge puis de la 8^e armée de route lors de la guerre contre l'impérialisme japonais (1937-1945).

En 1949, après la fondation de la République Populaire de Chine, Chu Teh est nommé commandant en chef de l'Armée Populaire de Libération et vice président du gouvernement central. En 1954, il est élu vice président de la République et vice président du conseil d'état pour la défense nationale, et l'année suivante il devient maréchal au moment où ce grade est établi dans la République à l'exemple de l'URSS. Le 27 avril 1959, il est nommé président du comité permanent de l'Assemblée Nationale en remplacement de Liou Shao Chi.

Vivement attaqué au cours de la révolution culturelle par les affiches des gardes rouges comme opposant depuis les dix dernières années à la ligne de Mao Tsé Toung, il ne fait l'objet d'aucune critiques officielles et lors du IX^e congrès du parti, et, en novembre, il est réélu membre du bureau politique. Au X^e congrès, il devient membre du comité permanent du BP et en janvier 1975, il est réélu membre du comité permanent de l'assemblée nationale. Sa dernière activité publique remonte au 15 juin 1976, date à laquelle il recevait à la place du président Mao le président de la république malgache, Didier Ratsiraka.

Avec Chu Teh disparaît l'une des plus grandes figures de la Chine populaire. Dirigeant militaire de valeur, il est sur ce plan l'un des principaux artisans de la victoire de la révolution chinoise. Il ne semble pas que, après 1949, il ait joué un rôle important sur le plan politique, lors des affrontements au sein du parti et il avait cessé toute activité politique depuis plusieurs années tout en restant un officiel du parti et de l'Etat.

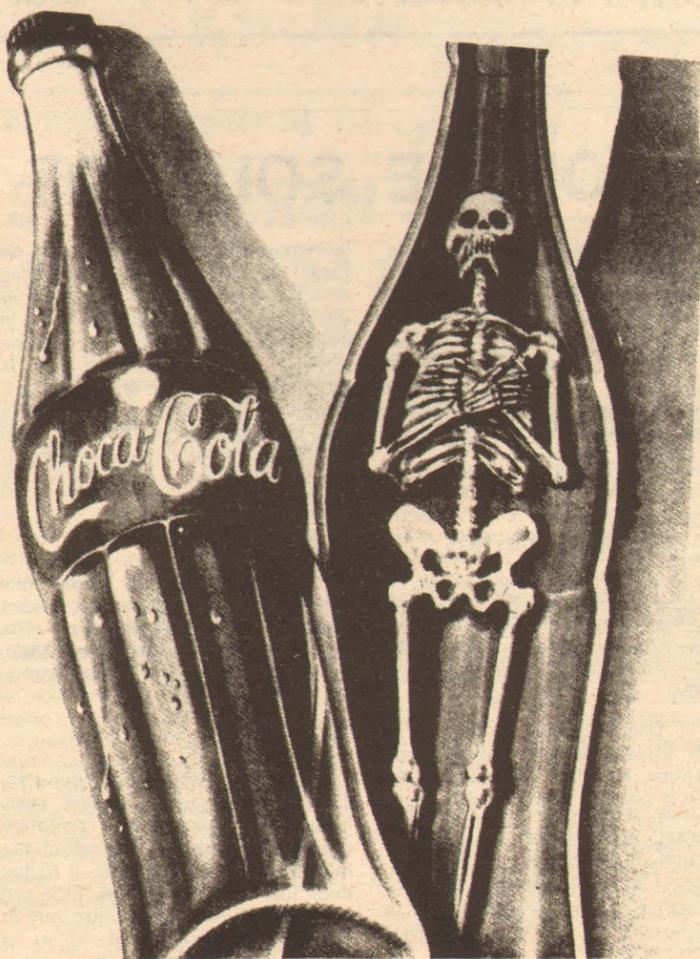
Mais la mort de Chu Teh, après celle de Liou Shao Chi, de Lin Piao et de Chou en laï, pour ne citer que les plus connus illustre aussi la disparition de la direction historique du PCC, celle de la longue marche, dont Mao reste pratiquement le seul représentant aujourd'hui. Dans le contexte de la crise politique actuelle, l'absence de relève à cette génération de dirigeants ne peut qu'accroître l'inquiétude de la population qui se prépare à la disparition du président Mao Tsé Toung.

F.C.

Le maréchal Chu Teh était membre du comité permanent du bureau politique, l'exécutif réel du Parti communiste chinois. Le comité permanent du bureau politique du PCC mis en place au X^e congrès comptait dix membres :

- quatre sont morts : Chu Teh, Chou en laï, Kang Cheng, et Tong Pi-wu.
- un a été écarté : Li Teh-cheng
- un a été destitué : Teng Hsio Ping

Le comité permanent actuel est donc constitué de Mao Tsé Toung, Yeh Chien ying, maréchal de 77 ans, Wang Hong wen et Chang Chun chiao tous deux membres du « groupe de Changai », représentants de « l'aile gauche » de l'appareil. Aucun des postes vacants n'a été comblé, la situation politique actuelle rendant pour le moins difficile un accord des diverses fractions du Parti sur les éventuels remplaçants.



LISIEUX

Après la mutinerie violemment réprimée par les flics

DES CAGES A FAUVES

Suite de la page 1

La maison d'arrêt de Lisieux est tristement célèbre. C'est une « maison de sécurité renforcée », nommée aussi « quartier de haute surveillance ». Ces établissements sont conçus pour tenter de « recycler » les détenus jugés les plus dangereux, c'est à dire, en fait les plus contestataires. Il s'agit, pour l'administration pénitentiaire, de briser un individu qui ne veut pas plier sous le poids de l'univers carcéral. Tous les moyens sont bons pour y parvenir y compris l'humiliation des détenus : fouille corporelle systématique à chaque déplacement, sa nourriture infecte, etc. Tous les soirs, les vêtements sont retirés des cellules. Quant à celles-ci -3,50 m sur 2,50 m- elles sont conçues de telle façon que le détenu a pour unique univers visuel béton et barreaux.

Ce sont ces conditions de détention particulièrement dures, aggravées si possible par la grande chaleur, qui sont les causes de la mutinerie de Lisieux.

Georges Ségard, l'un des « mutins », avait, en mars 1976, adressé une lettre au journal du CAP (Comité d'action des prisonniers). Il décrivait les conditions de sa détention : « En ce qui concerne les lieux de détention type Lisieux. Je n'arrive pas à comprendre qu'une société qui se dit démocratique puisse enfermer des être humains dans des établissements semblables, cela n'a plus rien d'une prison, nos cellules et les cours de promenade sont des cages à fauves, ces établissements sont là pour détruire mentalement et physiquement des êtres humains.

Ca me fait rire quand le gouvernement parle d'humanisation des prisons. » Il ajoutait : « Pour le travail que nous effectuons ici, c'est une honte, 7 heures par jour comme des dingues pour 300 F brut à la fin du mois, là encore vous voyez, combien tout le monde est d'accord pour nous exploiter, ces gens sont de véritables négriers ; s'ils pen-



sent que c'est de cette manière qu'ils vont arriver à la rééducation des délinquants, ils sont complètement à côté du sujet. »

« Il faudrait que le public qui fait l'opinion publique demande à visiter les dix maisons de haute sécurité, elles n'ont rien de prisons trois étoiles, ce n'est qu'imagination dans la tête de certains journalistes bien dirigés. Quand je pense que certains camarades ont passé des années dans ces cages à fauves, croyez moi, ça ne fait pas rire » concluait Georges Ségard. Où est-il aujourd'hui ? Nul ne le sait. Le secret le plus épais entoure à nouveau les hauts murs du quartier de sécurité de Lisieux.

• TENTATIVE DE SUICIDE A LA PRISON DE RENNES.

Une jeune femme de 21 ans, incarcérée à la prison centrale de Rennes, a sauté par la fenêtre du 2^e étage. La colonne vertébrale brisée, Sonia E., si elle survit à ses blessures, demeurera paralysée à vie. Elle avait été condamnée à 15 ans de réclusion criminelle pour avoir en 1972 assassiné un automobiliste

• Communiqué du CAP

Un procès scandaleux, totalement illégal, s'est déroulé samedi 3 juillet devant la 13^{ème} chambre de la Cour d'appel de Paris. Agnès Cuin et Jean Lapeyrie comparaissaient, inculpés d'un vol dans un grand magasin dont ils sont innocents. Ils se défendaient seuls et entendaient démontrer cette innocence et la machination policière dont ils sont victimes. Cela ne leur fut pas possible, en raison de l'hostilité du président et d'un conseiller.

Jean Lapeyrie fut en permanence interrompu sous prétexte que « le droit de plaidoirie appartient à l'avocat » déclara le président qui prétendait l'empêcher de commenter les faits dont il plaide innocent, de s'aider des notes, et qui est intervenu à de nombreuses reprises pour interrompre la présentation de sa défense. De plus, Agnès et Jean n'ont pas eu le droit de s'exprimer après l'avocat général. Toutes ces attitudes sont contraires à la loi que prétend défendre la Cour d'appel (cf art 417, 459, 469 cpp).

Le CAP appelle à venir nombreux assister à ce verdict, qui ne saurait être accepté, le samedi 10 juillet, à 13 H 30, 13^e Cour d'appel.

Le CAP

Etats Généraux

pour l'autogestion socialiste

QUELLE SUITE ?

« C'est un succès ! » s'est exclamé Michel Mousel en conclusion des Etats Généraux pour l'Autogestion Socialiste. Nous avons largement rendu compte de la réunion de Malakoff dans notre numéro de lundi : l'assistance, la grande richesse des expériences, le travail de masse que cela représentait. Mais une question doit être posée : un succès par rapport à quels objectifs ?

Le PSU a voulu être seul organisateur. Du seul point de vue des expériences présentes, cela a déjà imposé des limites. Dans bien des régions nous n'avons pas été contactés. Cela a pu se produire pour d'autres. Ainsi des entreprises importantes où des luttes avancées furent menées étaient absentes. Le carrefour « femmes » a eu lieu en l'absence des groupes du mouvement... Ceci n'est qu'un petit bout du problème.

Plus important est l'autre aspect : beaucoup sont repartis avec l'impression que l'essentiel avait été manqué. Les carrefours et les forums ont révélé à bien des participants une chose nouvelle : les organisations présentes avaient pour la plupart d'entre elles une aire d'expériences communes, un champ commun de réflexion qui permettait une discussion approfondie cherchant à aller de l'avant. Ce débat on l'a senti possible mais il n'a pas eu lieu. Parce que ces « Etats Généraux » n'étaient pas fait pour lui.

Pourquoi le PSU a-t-il refusé toute préparation unitaire ? Elle a été possible à Brest et pourquoi pas ailleurs ? L'argument était que la coordination avec d'autres (la LCR surtout ?) repousserait un tas de gens. A part la CFDT nous n'avons trouvé personne gêné par notre présence et les débats ont montré qu'il n'y avait ni incompatibilité ni polémiques stériles. La raison profonde de la conception sectaire du PSU tient aux objectifs qu'il poursuit.

1) Avoir un cadre de relations officielles avec les grandes organisations ouvrières. La référence à un « mouvement autogestionnaire » sans partage entre révolutionnaires et réformistes le permet avec le PS

et la CFDT. Dans la logique de ses positions pour les prochaines municipales, le PSU craint plus que tout de n'être pas reconnu comme un parti officiel de la gauche. Ceci explique beaucoup de reculades et qu'en cette occasion les principes de la démocratie ouvrière et de pluripartisme n'aient pas tenu longtemps devant les exclusives lancées par la CFDT contre nous.

2) S'affirmer comme le rassembleur des autogestionnaires. Le PSU choisit ses invités, le PSU organise, introduit, conclut et parle au nom de tous. Le « nous » utilisé par Mousel tout au long de sa très longue conclusion relevait de la meilleure tradition du parti unique. Les autres participants ne furent pas conviés à tirer le bilan de ces « Etats Généraux ». Mousel le faisait pour tous c'est plus pratique.

Ce double objectif du PSU a empêché qu'un débat approfondi ait lieu. C'est ce qui est grave. Nous avons assisté à un colloque de plus. Des points de vue se sont affirmés, sans le plus souvent se répondre. Ce fut très net au forum « partis-syndicat-organisation de masse ». De multiples questions furent soulevées : que signifie la distinction organisation politique / organisation de masse ? quelle démocratie dans ces dernières ? le droit de tendance...etc... Faute de temps, faute d'une préparation préalable sérieux les problèmes, les convictions ou les interrogations se sont juxtaposées sans que rien puisse être approfondi.

Pour y parvenir il aurait fallu poursuivre un autre objectif. Non pas réaliser une opération de prestige, mais vouloir mettre sur pieds un cadre de confrontation prolongé entre tous ceux qui ne se reconnaissent pas dans l'Union de la gauche et cherchent à définir plus précisément les modalités d'une stratégie révolutionnaire.

Quelles sont nos divergences profondes ? Lesquelles relèvent de la tactique ? Lesquelles peuvent être dépassées après l'accumulation d'expérience et de réflexion qui s'est faite depuis 68 ? Telles sont les questions à approfondir.

Un tel objectif aurait impliqué plusieurs choses : une préparation unitaire, le choix d'un nombre limité de sujets qu'on puisse fouiller en un week-end, des textes présentant les positions divergentes qui auraient permis une réelle préparation décentralisée... Et nous aurions dû prévoir la suite du débat, par régions, par branches d'industrie, secteurs d'interventions et nouvelles sessions centrales. Ceci n'a pas été fait. Une occasion a été manquée qui a permis de vérifier que c'était pourtant faisable.

Mousel a dû évoquer le problème dans sa conclusion, mais il se réserve la réponse. Il faudra se revoir « plutôt dans six mois que dans un an ». Il faudra « prendre des contacts avec les autres participants ». C'est gentil d'y avoir pensé.

Franchement camarades, ne pensez-vous pas que suffisamment de temps a été perdu ? La rencontre de Malakoff a permis une chose importante : sentir qu'il est possible d'avancer beaucoup plus. N'attendons plus.

Yves Salesse du BP de la LCR

PROCES CACCIARI

UNE IMPRESSION DE SOLITUDE

Depuis deux jours déjà la Cour de sûreté de l'Etat juge le jeune bastiais Serge Cacciari, inculpé pour le meurtre d'un CRS durant la nuit d'émeute du 27 août à Bastia.

Le véritable visage de la juridiction d'exception

Le procès Cacciari « se fait » sur la lancée de celui des militants d'Aléria. Même salle, même président, même avocat général, seul le ton a changé. Mais, autant les juges d'exception faisaient preuve « de compréhension et de respect » pour Edmond Simeoni, autant David et Dorwling Carter se sont montrés brutaux et cassants envers Cacciari. C'est à peine si l'inculpé peut répondre aux questions que déjà le président, le coupe d'un geste de la main comme si de toutes manières l'affaire était entendue. Se présentant lui-même comme sympathisant actif de l'ex ARC, le jeune bastiais a eu du mal à tenir le choc

face à l'hostilité ouverte de la Cour. Sur les bancs de la presse, une dizaine de journalistes. Quand à la salle, elle est remplie de flics en civil qui s'efforcent par tous les moyens de masquer la vingtaine de corsés venus là en solidarité. Tel est le véritable visage de cette juridiction scélérate qu'est la Cour de Sûreté de l'Etat.

Un coupable parfait

Ce procès c'est celui de la nuit de Bastia. Rappelons brièvement les faits. Le 27 août, le Conseil des Ministres prononce la dissolution de l'ARC.

Dans la soirée, les convois de CRS arrivent du continent par voie maritime. Les flics commencent, de suite à parader dans la ville, insultant les corsés attablés aux terrasses de cafés. Peu à peu, le ton monte et la nuit venue, c'est l'explosion : jets de cocktails molotov, tirs de billes au lance pierre auxquels répondent les grenades

lacrymogènes et enfin les coups de fusils de part et d'autre. Le bilan sera lourd pour la police : un tué et une vingtaine de blessés. Ainsi que le note Cacciari « il a fallu une bonne dose d'exaspération pour que la population bastiaise en arrive là ». Car, c'est bien la population qui a tiré. Le lendemain matin, à la façon « bataille d'Alger » la police investit les appartements qui jouxtent la place Saint Nicolas.

Chez Cacciari, on trouve une Winchester dont les projectiles ont tué le CRS. « j'avais prêté mon arme » dira-t-il à l'instruction. Mais, qu'importe ses déclarations.

Poniatowski a besoin d'un coupable. Il est tout trouvé. Inculpé pour homicide volontaire, tentative d'homicide volontaire, incitation aux massacres et aux pillages, il risque deux fois la peine de mort. Et le ton pris par le procès démontre que le pouvoir ne lui fera pas de cadeau, lui

faisant payer tout à la fois Aléria, l'autonomisme et Bastia.

Piu que mai

Pour l'instant, ni le mouvement ouvrier en Corse, ni la principale organisation autonomiste, l'ARC n'ont appelé à des actions pour la défense de Cacciari : pourtant Arriti, hebdomadaire autonomiste exprimait sa volonté dans son plus récent numéro, d'agir envers le jeune bastiais comme il l'avait fait envers Edmond Siméoni. Il est indéniable que la population corse est mille fois moins mobilisée pour Cacciari que pour le leader autonomiste. En ce sens le pouvoir pourrait infliger un verdict très lourd afin de tenter de couper l'aile la plus radicale du mouvement corse du reste de l'île et de réprimer durement une jeunesse de plus en plus impatiente. Pour toutes ces raisons, il est indispensable d'affirmer haut et clair qu'une condamnation ne sera pas tolérée. C'est là le seul moyen de faire reculer la juridiction scélérate.

G.P.

ACHETEZ ROUGE
TOUS LES JOURS
DANS LE MEME
KIOSQUE

Les « requins d'Etat » évoqués à une conférence de presse CFDT-chimie

LACQ SERA-T-IL DEMANTELE ?

- La Fédé Chimie CFDT contre les manoeuvres des trusts d'Etat
- La grève de la CDF-Mont continue

La fédération de la chimie CFDT a tenu hier une conférence de presse : à l'heure de la 8^e semaine de grève de ceux de la CDF Chimie à Mont, près de Lacq, en Béarn.

Les 150 travailleurs de la CDF de Mont sont en effet en lutte contre la fermeture de leur usine, prévue pour le 1^{er} juillet 1977. Ils n'ont pas voulu attendre les lettres de licenciement et ont pris l'offensive.

A Mont, on transforme le gaz-éthylène en polyéthylène (matière plastique) ; l'usine a une capacité de production de 53 000 tonnes par an. L'usine est en parfait état de marche et la même quantité d'éthylène (50 000 t/an) reste disponible et exploitable.

Mais cela la direction CDF n'en a cure : elle veut fermer l'usine de Mont et la société nationale des pétroles d'aquitaine, trust d'Etat, demandera à sa filiale de l'Aquitaine total organico (ATO) d'investir 12 milliards d'AF pour transformer l'éthylène. L'usine d'ATO aura 10 emplois de plus et 150 seront supprimés à la CDF. Un détail : l'usine ATO est située à 50 mètres de celle

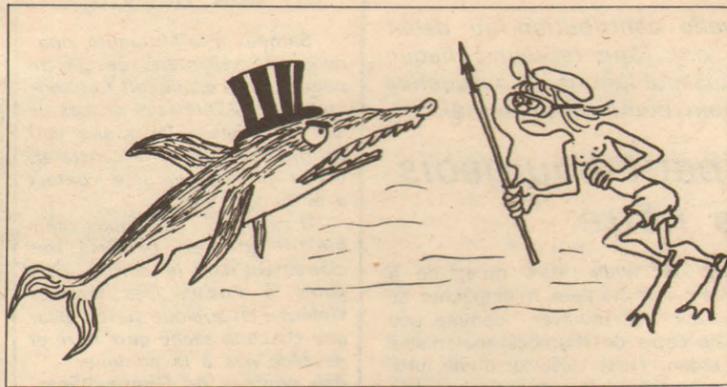
de CDF ; toutes deux sont des sociétés d'Etat.

Bel exemple de gabegie capitaliste. Car il s'agit là d'une décision concertée d'un trust nationalisé, qui agit comme une vulgaire entreprise privée.

Si la CDF veut supprimer l'usine de Mont, c'est tout simplement qu'elle veut regrouper des capitaux, qu'elle participe à la réorganisation capitaliste de la chimie d'Etat en France.

Une réorganisation en deux temps

Deux directions pour nos requins d'Etat : le regroupement des activi-



tés productives en France sur quelques grosses unités de production et quelques régions (plate forme chimique de Rouen-Le havre, Dunkerque).

La région de Lacq serait sacrifiée, ne jouant que le rôle de fournisseur de matière première et d'énergie jusqu'à l'épuisement.

Les investissements internationaux de « redéploiement » ensuite des activités. Avec la fusion entre ELF et SNPA, les bénéfices réalisés dans le sud-ouest iront financer des recherches en Mer du nord, du côté de la Norvège. Quant à la CDF, ses capitaux sont « redéployés » vers les pays arabes, l'émirat du Qatar, par exemple.

Un os de taille dans la bouche des requins

Seulement, la chasse au profit international des grands requins de la chimie, cela se traduit par un exil possible pour ces quelques cent fils de paysans béarnais qui travaillent à la CDF Mont.

Aussi la fédération de la chimie CFDT s'oppose-t-elle absolument au démantèlement du complexe de Lacq qui accentuerait un peu plus la « désertification » du sud-ouest. Elles se prononcent pour l'exploitation du souffre (pour l'alimentation du bétail et la fabrication de détergents biodégradables, découverts il y a six ans dans les laboratoires de la

SNPA) ; pour celle de la photo-chimie et notamment le traitement des eaux, usées par les rayons ultraviolets ; pour la continuation des activités énergétiques de Lacq car il existe une quinzaine de poches de gaz qui pourraient être traitées, etc.

La seule réponse de la direction de la CDF, pour le moment reste : on ferme parce que ce n'est pas rentable ! Vous n'en êtes pas persuadés ? On vous fournira les documents comptables de 1975 ! L'ennui, c'est que 1975, c'est une année de crise et que cela ne prouve absolument rien.

Aussi, devant un tel cynisme, la fédération chimie appelle-t-elle à une journée d'action sur l'ensemble du trust le 9 juillet.

En attendant les grévistes ont bon moral : « Nous n'avons pas de problèmes financiers » a déclaré le représentant de ceux de Mont. Ils avancent deux exigences : « une négociation sérieuse, en présence d'un haut fonctionnaire de la préfecture avec un représentant du directoire CDF Chimie ».

« L'organisation d'une table ronde avec les directions de la CDF, de la SNPA, et de l'ATO, un représentant des maires, un du préfet et les syndicats du complexe de Lacq. »

Mais pour faire céder les trusts d'Etat, sans doute faudra-t-il une action d'ensemble, sans doute faudra-t-il aller plus loin dans la coordination.

Pau, c'est peut-être sur la route de vos vacances...

Faites-y donc une pause ou un crochet pour assister le vendredi 9 juillet à la soirée de soutien à CDF-Chimie (8^e semaine de grève avec occupation). Il y aura des chanteurs et des groupes locaux.

Il y aura aussi un mini carrefour des luttes, avec les entreprises locales qui ont été sur la brèche ces derniers six mois.

Le lieu : la foire des Expositions
L'heure : de 20 h à 24 h, il y aura de la bouffe sur place.

Nouvelles galeries de Lyon Bron

SI LE PATRON SIGNE...

Au quinzième jour de grève, la direction des Nouvelles Galeries a enfin accepté de s'engager sur un protocole d'accord en présence de l'inspecteur du travail. Ce protocole ne constitue qu'une demi victoire : mise en place d'une nouvelle grille des salaires au 1^{er} septembre, augmentation de certains minima actuels, revalorisation de certains postes et augmentation générale des salaires au 1^{er} octobre. Ce qui porterait à 1 700 Frs le salaire d'une vendeuse débutante contre 1 625 Frs actuellement.

Après la présentation du protocole, les syndicats ont organisé un vote à bulletin secret. Des groupes se forment : « Dans cette affaire, je ne sais même pas ce que j'ai gagné » dit une vendeuse de l'alimentation. « Pour discuter de nos revendications dans chaque rayon, on n'aura plus le rapport de force si on rentre maintenant » dit une autre. « Il faut rester unis et rentrer tous ensemble. Pour repartir après, si nécessaire » répond un délégué CGT.

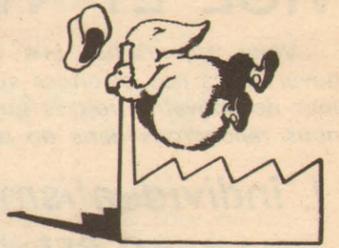
La sono proclame les résultats : 49 pour continuer, 112 pour la

reprise. Les groupes de discussion repartent de plus belle. L'alimentation dans un coin, les chauffeurs dans un autre. Le courant « contre la reprise » résiste, sans pouvoir offrir réellement d'alternative. En fait, c'est l'absence de démocratie tout au long de la grève qui se paye maintenant.

Finalement, on rentre en manifestation dans le magasin, jusqu'au pointage. Et là, coup de théâtre, le patron refuse de signer car les syndicats CGT et CFDT appellent à un débrayage l'après midi pour participer à un meeting de soutien avec les autres boîtes de la ville prévu depuis deux jours. Un délégué CGT lance « ce n'est pas grave, les délégués syndicaux vous représenteront au meeting en utilisant les heures de délégation syndicale ». Il faut oser le dire.

Remous. Finalement, par vote à main levée, on décide de ne reprendre que le lendemain, si le patron signe. On n'a peut-être pas obtenu ce qu'on voulait mais on ne se laissera pas marcher sur les pieds.
Correspondant.

en lutte



Péage de Rousillon : 421 licenciements en été

C'est bien connu, le patronat profite toujours de l'été pour faire ses mauvais coups. C'est le 5 juillet que les travailleurs de Rhône-Poulenc Textile au Péage de Roussillon ont appris qu'une demande de licenciements portant sur 421 personnes a été déposée depuis le 1^{er} du mois.

Les travailleurs ont immédiatement réagi : grève déclenchée dès lundi à l'appel des syndicats CGT et CFDT.

D'autre part, le même jour, les travailleurs ont envoyé une forte délégation à la direction départementale de la main-d'œuvre à Grenoble pour faire pression afin que l'inspecteur du travail refuse cette demande de licenciements. Dans le cas de refus, c'est Durafour qui devra trancher. Les travailleurs restent mobilisés. Des contacts sont pris avec toutes les boîtes du trust.

correspondant Grenoble

L'OPERA DE PARIS FERME ?

C'est hier que les négociations entre les syndicats du spectacle et la direction de l'Opéra prenaient fin.

On ne sait encore si un accord a pu intervenir. Et si par voie de conséquence, l'Opéra sera ou non fermé.

Chirac, prenant prétexte du coût du service public de la production des oeuvres d'art lyrique et chorégraphique entendait imposer au personnel de l'Opéra une révision des conditions de travail, dans le sens de l'augmentation des horaires et le renoncement à toute rémunération supplémentaire à l'occasion des tournées et des diffusions audio-visuelles.

La fédération nationale CGT des syndicats du spectacle, de l'audio-visuel et de l'action culturelle s'est opposé à l'abandon total de ce droit (Elle l'a répété dans une conférence de presse avant hier). Elle a soumis des contre-propositions à la direction de l'Opéra.

Alors le palais Garnier fermant boutique ? Si cela devait arriver, ce ne serait que du fait de Chirac et compagnie.

Au fait, savez vous que l'amplitude des heures de travail du personnel de l'Opéra va de 7h du matin à 0h 15 le soir, même pour les couturières ?



FAIT CHAUD ! Mobilisation à Renault-Cléon ALLER PLUS LOIN...

Renault-Cléon est une usine pilote (au toit plat) se dressant en pleine campagne entre Elbeuf et Rouen. Vendredi 2 juillet, la température était de 40°. Ce qui signifie 45° et plus dans d'autres secteurs, comme sur les machines à laver.

Depuis 15 jours, les mouvements contre la chaleur vont bon train. Des revendications se dégagent : plus de repos, moins de boulot, climatisation des ateliers. A cela la direction a répondu vendredi en faisant distribuer un morceau de citron à chacun des travailleurs.

Dans certains ateliers (42-68, anneaux de synchro), les travailleurs profitent de leur combativité pour avancer en même temps leurs revendications immédiates. Le 175 pour tous les OS en 170 et 165, qui est la revendication du 68 et anneaux de synchro. Une prime d'huile

(42-68). Plus de P1 dans l'atelier (anneaux de synchro).

Mais, pour obtenir satisfaction, les travailleurs devront dépasser le cadre des luttes atelier par atelier et se lancer dans un mouvement d'ensemble, que ni la CGT ni la CFDT ne sont prêts à engager à l'heure actuelle. Pour la diminution du temps de travail, les cadences libres, la climatisation des ateliers, les classifications qui concernent tout le monde.

Il faut profiter de la colère des travailleurs, actuellement cristallisée dans des débrayages contre la chaleur pour aller plus loin dans l'élévation du niveau de conscience. Il faut imposer dans les faits la coordination des luttes de Cléon à Billancourt, en passant par Flins, Sandouville et Le Mans.

Correspondant Cléon

Communiqué du Comité de Soutien aux Résidents du Foyer Sonacotra de Ermont et Sannois

Le vendredi 2 juillet à 23h alors que les résidents du foyer d'Ermont prenaient l'air sur les veloutes tout en écoutant de la musique, un voisin est sorti, fusil en main, a tiré 3 coups de feu en l'air et a forcé les résidents à rentrer dans leur foyer sous la menace du fusil. Les résidents ont fait appel à la police qui s'est contentée de faire un rapport, d'emmener le « géné » pour le relacher quelques mètres plus loin après avoir confisqué l'arme. Nous dénonçons de tels faits ainsi que les agissements de la police qui n'en doutons pas aurait agi différemment s'il s'était agi d'un immigré menaçant de son arme un groupe de Français qui le gênait.

TSS TSS/ VOUS VOUS CROYEZ EN AFRIQUE DU SUD ?



POLITIQUE hebdo

DOSSIERS SPECIAUX :

vacances pas cons

A PARTIR DU 17 JUILLET

chaque jeudi en kiosque

vie quotidienne

VIOL ET VIOLENCE (2)

Voici aujourd'hui une nouvelle contribution au débat ouvert dans nos colonnes sur le viol. Nous recevons chaque jour de nouvelles lettres que nous publierons et auxquelles nous répondrons dans un prochain numéro du journal.

L'individualisme petit-bourgeois n'est pas nôtre

Nous ne nous sommes pas retrouvés à la Mutualité. Notre lutte commune s'est éclip­sée, enfouie dans un flot d'illusions, d'éva­sions éphémères. La chair à vif... Les agressions intériorisées, la peur refoulée - parfois niée -, l'angoisse... pouvaient certes exploser, envahir les lieux, monter en cris hystériques. Mais cette «vie» de femme n'a réussi qu'à se regarder dans un miroir, s'est heurtée aux murs comme une balle de cahoutchouc, encluse, enco­re et toujours dans un lieu bien fermé, bien hermétique. Une danse de «païennes» a envahi la scène... Pourtant un monde à connaître, à accuser, à disséquer était là, présent, bien présent. Et on a tout fait pour s'en abstraire. Il a pu se retirer, réfractaire, boudeur... et trop heureux d'alimenter sa bonne cons­cience ! La «fête» n'a pu créer qu'une illusion de «sororité». Rites, magie, volonté d'exorciser le mal !... Et puis dehors, la rue, le metro, les flics, les patrons, les petits chefs, les voyeurs, les peloteurs, les violeurs...

Et si on arrêta tout ? Si on s'aimait ? Si on créait un autre monde, à nous seules ? «Je suis venue pour rencontrer d'autres fem­mes, vivre avec elles un moment ; pas pour discuter ; ras le bol des parlottes». Oublier ? Mais une autre femme réplique : «Je suis venue seule et je vais repartir seule ; per­sonne ne m'a adressé la parole». Un bref malaise passe. Eh oui ! La collectivité ici n'est qu'un leurre. Le mouvement des femmes a disparu.

Et le revolver, prôné par certaines comme solution aux agressions, en serait-il le substitut ? Non pas qu'il nous faille préconiser le «pacifisme».

Loin de nous. Mais qu'est-ce à dire ?... Je ne peux m'empêcher de le voir - ce revolver - comme une pâle copie des bombes anarchistes d'antan. Triste désarroi d'une lutte qui ne trouve plus son ennemi. N'y aurait-il plus qu'un petit homme à abattre ? à menacer ?

Eplucher

Toute référence à la lutte de classes se colle comme une lèpre à la peau de celle qui «kose». «Récupé­ration ma sœur» comme le dira un panneau qui épluche lamentable­ment, laborieusement un article de *Rouge*. Mais en vérité, combien de femmes n'auront fait que passer dans cette Mutualité pour repartir déroutées, angoissées de plus belle.

Arrêtons le massacre. Tant mieux si certaines pensent connaître «leur» oppression... Elles ont le droit de danser ! Les «pleurs», les «lamenta­tions», pour elles, c'est fini. Alors non ! Même la «fête» était finale­ment triste, triste, triste... Véritable opium auquel le terrorisme verbal pouvait faire place au besoin. Les quelques femmes en lutte présentes (notamment des animatrices d'un foyer breton) pouvaient repartir avec 45 F dans la caisse de solida­rité, la rage au cœur... Et pourtant n'étions-nous pas encore entre nous ? Et qu'avons-nous fait ? Une avocate a pu sèchement proposer une commission de débat, de tra­vail : empêchuse de tourner en rond ! Il n'était sans doute pas besoin de «faire», il suffisait sans doute d'«être» !...

Soyons franches

Inutile de mâcher trop les mots.

Que faire en cas de viol ?

Samedi, à la Mutualité, nous avons été très intéressées par un panneau qui expliquait fort con­crètement «Que faire en cas de viol». (ne pas se laver, aller voir un gynécologue, faire constater, porter plainte, prendre contact avec avocat, etc...)

Il serait très utile nous sem­ble-t-il que ceci paraisse très clairement dans le journal : «un guide à l'usage des femmes violées» en quelque sorte... pour que chacune sache quoi faire et ne cède pas à la panique.

des copines de Gennevilliers

L'individualisme petit(e)-bourgeois(e) n'est pas nôtre. Nous ne crierons pas une haine stérile. Nous ne rejoindrons pas les rangs de ceux (celles) qui rangent la classe ouvrière dans la race des bovins. Beaucoup de femmes n'ont pas dansé... tout simplement parce que ce n'était pas possible. Quant à moi, je me refuse à porter un revolver dans ma poche (comme arme de dissuasion) parce que l'homme (avec un petit h) a un pénis dans son slip. Comparaison connue ? galvaudée ? Sans aucun doute. Mais malheureusement il ne s'agit de rien d'autre car de la Mutualité nous ne sommes en aucune manière ressorties «armées», «armées» pour aller de l'avant dans la construction du mouvement femme, «armées» pour lutter.

Cette initiative avait plus que sa place aujourd'hui, alors qu'agres­sions, viols, discriminations... se multiplient. Mais il nous faut dire qu'il est regrettable que le mouve­ment femme - à travers les groupes de quartier et d'entreprise - n'en ait pas été à l'initiative. Les féministes révolutionnaires, Psy et Pol ont lancé l'idée. Il était évident qu'il fal­lait s'y investir. Il n'empêche que le mouvement a par trop montré ses carences, ses difficultés à peser sur la scène publique. Timoré, il ne peut que laisser le champ libre au réfor­misme. On sent l'impasse. Le débat doit sérieusement commencer sous peine de voir le mouvement démis­ionner de ses tâches.

Une militante de la LCR

LE VIOL A LA RIGOLADE

Avis

aux Auto-stoppeuses

Pas cucu pas toto

Si, si, je vous assure, je ne l'ai pas inventé, c'est en vente dans les bureaux de tabac. Je l'ai acheté, très inquiète à l'idée qu'on pourrait me voir demander ça.

Maintenant, juste trois remarques :

« Si pas cucu, pas toto... » J'ai essayé de communiquer, par le biais de ce langage hautement sophistiqué, avec le gamin en bas âge d'un couple d'amis... il m'a regardé de haut : manifestement, il mettait en doute mes facultés intel­lectuelles.

Le summum de la connerie humaine, quoi. A côté, le lauréat du prix Bête et Méchant est au moins un Einstein. (Quand on pense qu'il y a dans ce bas monde un « Mon­sieur » qui a trouvé ça « drôle » et qui vit de ça.)

Toujours à l'attention de ce « Monsieur » : c'est quoi tes problèmes ? Tu veux qu'on te mène à la maternité ? Ou t'es le super-mec au volant de sa grosse toto (Toto, c'est une voiture pour Monsieur) ?

Enfin à l'intention de ceux qui colleraient ça sur leur pare-brise : merci, on est prévenues. Comptez pas sur nous pour servir de récep­table à vos fantasmes débiles. Gardez votre «toto», nous gardons nos corps.

F.A.



F.TENAILLE

TOUR DE FRANCE

QUAND LES PTT FONT LE TOUR

Les PTT dans le tour 76, c'est la mise à des fins privées d'un service public sans lésiner sur les moyens. Qu'on en juge : 40 agents nécessaires pour établir et exploiter quotidiennement les liaisons entre la ville-étape et la capitale. La mise sur pied de 72 circuits interurbains entre la ville-étape et le central de Paris-Archives en plus de l'engorgement des circuits de réseau téléphonique en général. Lorsque l'infrastructure existante est modeste, des liaisons hertziennes sont établies comme cette année entre Montgenèvre et Briançon, Saint-Lary, Soulan et Lannemezan, Fleurance et Auch. C'est aussi 10 circuits de télépho­to pour la transmission des clichés photographiques par « béline », 45 circuits-son pour les commentaires radios et TV, un circuit de 24 voies télégraphiques pour les trans­missions télex, 15 cabines téléphoniques pour communications internationales, un circuit radio de service, etc... C'est effectivement, comme l'a déclaré Norbert Segard, secrétaire d'état aux PTT « la mise en œuvre de moyens exception­nels... Le Tour de France, s'il n'était pas porté à la connaissance du public dans tous ses détails per­drait de son intensité ». Autrement dit, une entreprise commerciale de cet ordre se doit d'obtenir aux frais du contribuable, les moyens adéquats pour sa propagande.

Le tiercé PTT-Tour de France

Mais la nouveauté, dès 74, pour

les PTT c'est qu'ils ont utilisé le tour pour atteindre une « cible » finan­cière bien définie. Ils se sont en effet aperçus que chaque année, dès la venue des vacances, les titulaires de comptes PTT, par crainte de se trouver à court d'argent, vidaient leurs livrets de caisse d'épargne plus que nécessaire. Résultat : un ef­fondrement de l'épargne en juillet-août. Les PTT ont donc mis au point « PTT-Tour de France », un astucieux tiercé dont le principe est simple. Ce jeu favorise les possesseurs de livret (gain double). En outre les gains sont triplés si les comptes des titu­laires se sont accrus depuis le 1er juillet ! Astucieux n'est-ce pas ? D'autant plus que les PTT ont mis au point une campagne de « public­relations » pour améliorer leur image de marque.

Les « échantillons » de public

Une campagne qui n'est pas le fruit du hasard et qui est basée comme beaucoup de firmes présen­tes dans la caravane, sur de minu­tieuses études de marchés. On peut, tout au long des étapes, remarquer des enquêteurs qui se livrent à de complexes enquêtes (interviews, statistiques) sur des « échantillons » de public. La SOFRES, l'an dernier, a par exemple publié une étude por­tant sur 3000 personnes d'où il ressortait que 45 % des fanatiques du Tour sont des hommes, contre 27 % de femmes, le reste étant des enfants. Autres « précieuses » indi-

cations de ce genre d'exercice, 42 % de ces femmes appartiennent au milieu des cadres moyens et commerçants, 27 % à celui des cadres supérieurs et milieux aisés et 29 % à celui des ouvriers et em­ployés... déduisez-en ce que vous voudrez.

F.TENAILLE

LA CHASSE AUX EXAMENS EST OUVERTE

Chacun son tour

Dans la série «chasse aux sujets d'examen», je vous envoie un sujet qui a été donné à un concours de rédacteurs pour la SNCF le 3 juillet : quand on préfère le tour de France des luttes au Tour de France d'Amour et qu'on l'ex­plique dans sa feuille, on a très peu de chances de trouver un boulot à la SNCF. Christian P.

Dans l'Antiquité, les jeux olympiques n'étaient pas seulement l'occasion d'une compétition sportive, mais le symbole d'union entre les cités grecques.

Le sport vous semble-t-il pouvoir remplir cette mission essentielle de rap­procher les êtres dans un idéal commun ?

Commentez et définissez votre con­ception de l'idéal sportif.



les temps modernes

JUGE A POIGNE

En janvier dernier une bagarre éclate entre écoliers à la descente d'un car de ramassage, à Dijon. Un enfant est blessé aux genoux et doit manquer l'école pendant 8 jours. Son père voit rouge, retrouve celui qu'il croit être l'agresseur et lui fout une raclée qui l'envoie au lit pen­dant 15 jours.

Tout aurait pu s'arrêter-là. Eh bien non ! Un juge d'instructions cinq mois après, décide - afin d'éviter que les diverses parties puissent communiquer entre elles - de mettre un des prota­gonistes en prison. Pas le père « vengeur ». Sa victime, qui en plus des 15 jours de convalescence, va devoir faire 10 jours de prison. A 15 ans ! Heureusement que la loi prévoit que la détention ne peut excéder ce temps. Il a été incarcéré à la prison de Dijon. Le parquet a fait appel.

UNE PETITION CONTRE LES LENTEURS ADMINISTRATIVES DE LA SECURITE SOCIALE

La pétition qu'on lira ci-dessous a été rédigée et signée par des assurés sociaux de Saint Germain-en-Laye et adressée au Chef du personnel pour protester contre la lenteur et la mauvaise volonté de l'administration lorsqu'il s'agit de rembourser à la caisse même les frais médicaux. L'attitude de l'ad­ministration de la Sécurité sociale va jusqu'au chantage puisque des employés reçoivent l'ordre de dire aux assurés - sans qu'aucun décret ne le permette - que leurs remboursements à la caisse du cen­tre ne se feront qu'à « titre ex­ceptionnel ».

« En tant qu'assurés sociaux ayant droit à notre remboursement des soins à la caisse, et devant l'in­suffisance de personnel provoquant des attentes de plus d'une heure, nous réclamons :

- la nomination d'employés en nombre suffisant pour répondre aux besoins des assurés sociaux

- qu'aucune mesure ne soit prise pour limiter les remboursements à la caisse. Ces mesures sont scanda­leusement anti-populaires. »

Le 25/6/76

Sur 14 personnes qui attendaient leur remboursement, 9 ont signé la protestation.

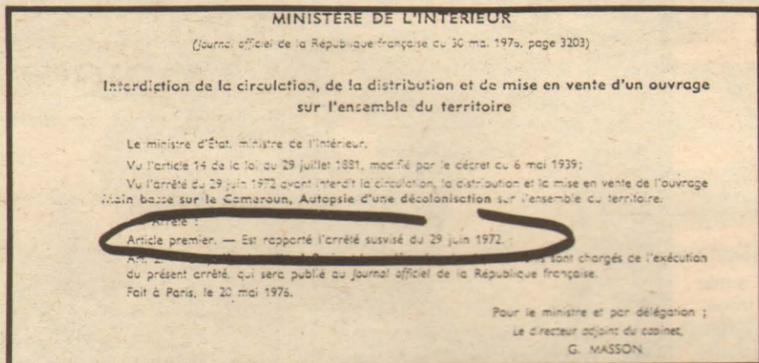


« MAIN BASSE SUR LE CAMEROUN » AUTORISE !

Mongo Beti
l'apprend
par hasard

C'est honteusement, sans en avertir personne, que le ministre de l'intérieur vient de lever l'interdiction qui pesait sur Main basse sur le Cameroun, autopsie d'une décolonisation. Ni l'auteur ni son éditeur n'ont été prévenus, et ce n'est qu'au hasard d'une revue professionnelle de libraires, la « bibliographie de la France », que Mongo Beti a pu prendre connaissance d'un arrêté du 20 mai 76 levant l'interdiction prise par Marcellin en 1972.

Ainsi il a fallu 4 ans pour que soit levée la censure sur un livre gênant pour le dictateur camerounais Ahidjo, et pour le gouvernement français qui l'a mis en place et continue à le soutenir ! Pendant ces quatre ans, c'est une lutte prolongée contre l'arbitraire



qui a été menée : par François Maspéro, d'abord, premier éditeur du livre, puis par les éditions québécoises, qui du Québec ont réédité le livre de Mongo Beti. Un film Contre-censure a été réalisé à partir du livre interdit.

Enfin, Mongo Beti lui-même a dû faire face à l'arbitraire, puisque son livre ayant été interdit comme étant de « provenance étrangère », Poniatowski n'a pas trouvé mieux... que de lui réclamer son passeport français. Professeur dans un lycée de Rouen,

Mongo Beti risquait l'expulsion. La campagne de solidarité qui s'est développée, et le recours qu'il a déposé au tribunal de Rouen, ont permis en mars dernier à Mongo Beti de se voir confirmer la nationalité française. La levée d'interdiction de son livre est donc la suite logique de cette première victoire... et l'on comprend que Poniatowski préfère opérer ses reculs - comme ses basses manoeuvres - le plus discrètement possible.

Correspondant Rouen



Jazz

LES FESTIVALS POUR L'ETE

C'est en juillet que l'on pourra entendre le plus de jazz notamment en France. Par ordre chronologique, commençons par Nice. Du 8 au 18 juillet, se tiendra dans les jardins des arènes de Cimiez ce qui s'intitule pompeusement « Grande parade du jazz ». Commençons par rappeler que c'est un scandale qu'un festival où se produiront essentiellement des musiciens noirs se tienne dans une ville jumelée par son maire (l'innéparable Médecin) avec Le Cap en Afrique du Sud. C'est encore plus inadmissible qu'il se tienne deux semaines après la répression sanglante de la révolte de Soweto. Pour Monsieur Médecin un nègre n'est intéressant que lorsque il amuse la compagnie en soufflant dans une trompette, sinon il ne mérite que le ghetto et les chiens policiers. Gageons que ceux qui se trouveront du côté de Nice en juillet sauront rappeler ces quelques vérités. Quant au festival lui-même, ne vous attendez pas à y entendre la musique noire contemporaine, elle en est exclue.

A Nîmes par contre, il se passera des choses très intéressantes du 9 au

14 juillet, dans les arènes antiques. Notons surtout le 11 avec le retour du grand orchestre de Sun Ra et Cecil Taylor, et le 12 avec les deux grands bluesmen Albert King et John Lee Hocker. Le lendemain, le 13 juillet, au stade municipal de Manosque, une belle soirée de blues avec Luther Allison, The Aces, Marie Knight, Marga Evans et John Lee Hocker.

Quant à Cecil Taylor Unit, il se déplacera également à La Rochelle le 10 juillet.

Passons maintenant à la seconde quinzaine de juillet. A Salon de Provence, dans la cour du château de l'Empéri, du 15 au 21 juillet, on retrouvera Albert King, Sy Olivier, Ray Charles et Count Basie (ils ne sont plus tous jeunes mais ce sont des valeurs sûres).

C'est ce même 21 juillet que se produiront H. Texier, A. Brunet à Avignon ; et quelques jours plus tard : D. Gordon (le 27) et Don Cherry (le 30).

Cela se chevauchera avec Antibes où apparaîtront, du 16 au 25 juillet, dans la traditionnelle pinède les déjà cités Albert King et John Lee Hocker (16), Ray Charles (17-18), Sun Ra et Cecil Taylor (25), mais aussi Cohel-

mec, Thad Jones / Mel Lewis et une brochette de pianistes : Horace Silver, Keith Jarrett (22) Don Pullen, que vous avez peut-être vu l'an dernier dans l'orchestre de Mingus (23) et Herbie Hancock (24). Dans le Var, au Castelet, trois jours (23, 24, 25) voués essentiellement au jazz-rock, avec une pleiade de vedettes, de Chick Corea à Larry Coryell, en passant par Jarrett, Hancock, B. Cobham etc ...

Enfin Andernos du 23 au 25 juillet accueillera Nice All Stars (le 23), l'orchestre Sy Olliver (le 24) et surtout John Lee Hocker, Luther Allison, et Mary Knight (le 25).

Si vous partez en Italie en juillet, ne soyez pas dépités par ce que vous venez de lire et que vous raterez, car il y aura aussi de très bonnes choses là-bas. Ça commence à Pesce, sur la côte Adriatique, avec du 8 au 12 juillet Steve Lacy, Sam Rivers (qui a fait un triomphe à Bergame en mars), Don Pullen, Giorgio Gaslini, Sun Ra etc ... beaucoup de musique vivante, donc. Nous avons parlé lundi dernier du festival d'Ombrie du 20 au 25 juillet.

cinema

« GO WEST »

Préambule : Go West, film de Buster Keaton, a été traduit : Ma vache et moi pour la consommation française. Traduction littérale, mais ne vous y trompez pas, c'est « west » qui veut dire « ma vache » et « go » qui signifie « et moi ».

Go West s'inscrit tout à fait dans la conception personnelle que Keaton a du monde et porte les éléments classiques de son cinéma.

L'univers Keatonien est à mi-chemin entre Kafka et Becket, entre le cauchemar et l'absurde.

Le masque imperturbable de Keaton est l'aboutissement d'un endurcissement, d'une résistance en même temps qu'une adaptabilité du personnage à un monde entièrement mécanisé.

On peut dire du comique de Keaton qu'il vient de la tragédie même du personnage : l'intelligence et l'ordre normaux des choses échappent au personnage Keatonien qui se révolte contre ceux-ci et dans sa subversion

De Buster Keaton

(passive) recrée un nouvel ordre personnel, d'où l'attachement profond de Keaton à ses inventions d'objets, ainsi qu'aux trouvailles concernant l'utilisation de ceux-ci (Cf : l'utilisation du revolver, le seau pour traire la vache, le costume de diable etc).

Les aberrations sociales sont révélées par le biais d'un langage abstrait qui s'exprime par la réaction « humaine » de Keaton face à l'action mécanique des éléments de la société cruelle, aliénante et qui pousse jusqu'à l'isolement total l'homme qui s'y adapte mal.

Dans Go West, la solitude extrême du personnage trouvera comme seul refuge l'amitié d'une vache et ira même à mettre en équivalence la valeur de la vache et d'une femme.

Go West est un film extrêmement moderne dans sa conception de la comédie (Cf le final « catastrophiste » du film) dont le meilleur aboutissement a été le cinéma de Jerry Lewis.

Concours du meilleur dessin anti-militariste



télévision

TF 1

- 13.35 Tarzan
Il y a des jeux olympiques dans la jungle, devinez qui c'est qui va gagner.
- 19.40 Une minute pour les femmes
- 19.45 Tour de France
- 20.00 Journal
- 20.30 L'inspecteur mène l'enquête
Cadavres et skis
- 22.00 M comme Montréal
Une présentation de la ville de Montréal au cours de laquelle on pourra entendre Vigneault et Beau Dommage.
- 22.55 Journal

A 2

- 13.35 programmes régionaux
- 19.20 Actualités régionales
- 20.00 Journal
- 20.35 L'homme de fer
- 21.35 C'est à dire
Aujourd'hui ce magazine d'actualité est réalisé au Canada.
- 23.00 Journal

FR 3

- 19.40 Tribune libre
La porte ouverte
- 19.55 Flash journal
- 20.00 Vingt heures en tête
- 20.30 Cinéma d'aujourd'hui
Le bateau sur l'herbe
Film français de Gérard Brach (1970)

radio

FRANCE-MUSIQUE

- 17.30 Magazine musical
Il y a de tout : du classique, mais aussi du jazz, du rock...
- 18.30 Sphère de sphère
Une émission de jazz, présentée par Alain Gerber
- 24.00 L'autre Amérique : le Brésil
Présentation de la musique populaire brésilienne

FRANCE-CULTURE M.F.

- 12.05 Parti pris
« Actualité de Pablo Neruda », en direct du festival de Carcassonne
- 20.05 Cuba... 1976
Cette émission devrait particulièrement retenir l'attention : Alejo Carpentier, écrivain cubain, auteur de Concert baroque évoquera, commentera le reportage qu'Olivier Warin a ramené sur la vie quotidienne à Cuba. Agriculture, logement, enseignement, industrie du cigare, la politique...

Il est instamment rappelé qu'il faut compter un délai de HUIT JOURS entre la réception de votre demande d'abonnement et le démarrage de celui-ci.
Ne nous demandez pas l'impossible !
Faites vos demandes en temps utile.

BULLETIN D'ABONNEMENT

A découper ou recopier et à renvoyer à l'adresse suivante : JOURNAL ROUGE « SERVICES ABONNEMENT » 2 RUE RICHARD LENOIR A MONTREUIL 93 100

NOM	PRENOM	N°
RUE	CODE POSTAL	
VILLE	TARIF ABONNEMENT NORMAL (encadrer la mention utile)	
FRANCE		ETRANGER
3 MOIS	80 F	130 F
6 MOIS	150 F	250 F
1 AN	300 F	500 F

TARIF ABONNEMENT VACANCES (encadrer la mention utile)

PERIODE CHOISIE	Du..... au.....	ETRANGER
15 JOURS	FRANCE 20 F	33 F
1 MOIS	40 F	65 F
2 MOIS	60 F	100 F

(Avion et pli fermé, écrire au journal)

POUR LES ABONNEMENTS VACANCES, SI VOUS ETES DEJA ABONNES, INDIQUER LE NUMERO FIGURANT SUR LA BANDE D'ENVOI OU JOINDRE CELLE-CI (STRICTEMENT INDISPENSABLE)

N° DE LA BANDE D'ENVOI

Compter un délai de 8 jours pour obtenir un abonnement ou un changement d'adresse.
LES CHEQUES D'ABONNEMENTS SONT A L'ORDRE DE DANIEL BENSARD.



SECHERESSE

ON NE PRETE QU' AUX RICHES

Il y a moins de quinze jours, Christian Bonnet, ministre de l'Agriculture, caractérisait la situation comme « non tragique ».

Après avoir visité divers départements (Orne, Sarthe, Loiret, Vienne) touchés par la sécheresse, M. Bonnet a déclaré trouver la situation « de plus en plus préoccupante »; il ne semble pas pour autant que le gouvernement ait décidé de nouvelles mesures significatives pour venir en aide aux agriculteurs touchés par les conséquences de la sécheresse. Samedi dernier pourtant, on a donné une grande publicité à la « réunion d'urgence » rassemblant à Matignon autour de Chirac un certain nombre de hauts fonctionnaires, huit ministres et une quinzaine de préfets... avec pour seuls résultats concrets la taxation (tardive) de la paille, ainsi que la promesse de prise en charge d'une partie des dépenses de transports. En outre, l'armée et la SNCF continueraient à participer aux opérations.

Des vœux pieux...

Il faut bien dire que sur le terrain la plupart des paysans n'apprécient pas vraiment l'énoncé de ces maigres mesures, d'ailleurs largement

inefficaces : la paille reste seule taxée, ce qui ne suffit pas. Le transport par l'armée ou la SNCF coûte trop cher, et dans l'Ouest, où pourtant le besoin de fourrage est pressant, on renonce à y recourir désormais. Ainsi le comité « calamités agricoles » du Morbihan a fait savoir au gouvernement samedi que les 10 000 tonnes de paille commandées en Indre resteraient sur place en l'état actuel des tarifs SNCF; que par ailleurs, le prix maximum que les éleveurs du Morbihan pouvaient consentir à payer était de 30 c le Kg de paille; qu'enfin, faute de cela et de la fourniture d'aliments complémentaires à bas prix pour le bétail, les appels de M. Bonnet pour éviter la décapitalisation du cheptel ne sauraient rester que des vœux pieux sans suite.

... et des menaces

Des vœux pieux — et c'est l'évolution la plus récente — le gouvernement semble d'ailleurs s'orienter de plus en plus vers les menaces de moins en moins voilées contre les agriculteurs en difficultés.

Ainsi, Jacques Chirac a bien affirmé samedi que le « revenu des agriculteurs ne serait pas inférieur en 1976 à celui de 1975 », mais il a en même



Faute de fourrage des vaches broutent le maïs d'un paysan

temps précisé que les aides consenties ne sauraient remettre en cause l'équilibre budgétaire, dont le « rétablissement est prioritaire ». De même, C. Bonnet a précisé que les mesures de soutien, qui restent prévues pour fin septembre, après le bilan des récoltes, seraient accordées très probablement suivant le même critère que celui de la « prime à la vache », c'est-à-dire, par tête. Il s'agirait, a commenté sans rire le ministre de l'agriculture, « d'inciter les éleveurs à garder leur bétail »...

Une vache maigre mais vivante...

En fait la sécheresse actuelle, avec la complicité du gouvernement peut finalement rentrer dans les projets du plan : la disparition de

beaucoup de petits et moyens agriculteurs, une restructuration (modernisation) favorable aux grandes propriétés. L'augmentation des prix des produits agricoles enrichira ceux dont les moyens auront été suffisants pour lutter contre la sécheresse; la spéculation sur les fourrages (puisque seule la paille est taxée) fournira également de juteux bénéfices, ainsi que la spéculation sur le bétail.

La déclaration de Chirac en forme de gag : « Mieux vaut garder une vache maigre mais vivante » semble s'adresser directement aux gros éleveurs qui auront les moyens de nourrir leur cheptel, voire de l'accroître en achetant à bas prix celui des éleveurs moins favorisés. Ils seraient alors les premiers bénéficiaires des quelques primes substantielles que le gouvernement compte accorder... à la rentrée en

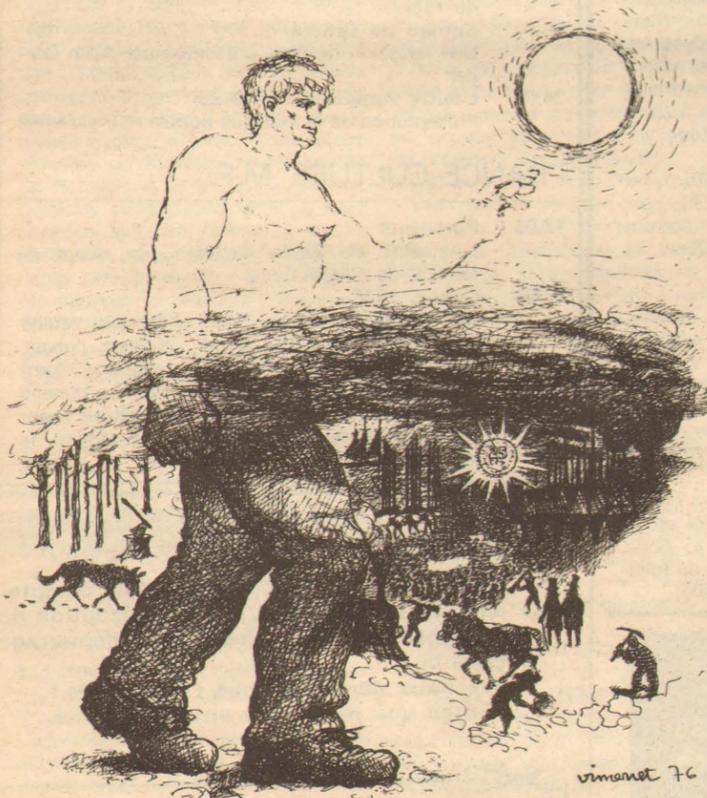
Le jour où les vaches ont ri dans les étables...

Pour pallier le manque de fourrage, le préfet du Cantal a autorisé les agriculteurs du département à cueillir l'herbe bordant les routes nationales et départementales. Le préfet a en outre, recommandé aux mairies d'accorder la même autorisation en ce qui concerne la voirie communale. On comprend pourquoi Chirac ne s'est pas déclaré inquiet sur les fournitures en fourrages. Un fourrage qui aura des relents de goudron et de vapeur d'essence.

fonction du nombre de têtes de bétail.

Certains pourraient s'étonner alors du silence des syndicats traditionnels du monde paysans. Mais c'est méconnaître la nature de la FNSEA et de ses dirigeants (Debatisse en tête) qui défendent depuis des années les intérêts des grands exploitants sans avancer les revendications qui permettraient aux petits de vivre de leur travail. Qu'importe dans ces conditions que le gouvernement soucieux de « l'équilibre budgétaire », soit un peu hésitant pour prendre des mesures coûteuses... Donc, la FNSEA s'est déclarée satisfaite et a approuvé la date du 29 septembre sachant que le temps travaille pour ceux qui ont les moyens, la sécheresse se chargeant entre temps de nombre d'exploitation « peu rentables ».

F. P.



DES INEDITS DE JACK LONDON

« Ce que pour moi la vie signifie »

Ce second texte de Jack London, publié en mars 1906 dans *Cosmopolitan Magazine*, fut recueilli par Upton Sinclair dans *The cry for justice* en 1915. *The cry for justice* était une anthologie des textes socialistes et protestataires publiés au cours « des cinq mille dernières années » ! Comme on le voit, Upton Sinclair n'avait pas froid aux yeux !

Ce second texte est peut-être plus auto-biographique que le premier. Là encore Jack London décrit le chemin qu'il a suivi et qui l'a conduit au socialisme.

La publication de ces deux premiers textes livre, à elle seule, les principaux éléments d'autobiographie et d'auto-analyse de l'auteur. Autobiographie et autoanalyse qu'il érige en leçons. A ce titre, ils éclaireront durablement toute une partie de son œuvre littéraire.

(Ce texte a été traduit par Jacques Parsons et sera publié, chez 10-18, dans le recueil *Yours for the revolution*).

Je suis né dans la classe ouvrière. J'ai découvert de bonne heure l'enthousiasme, l'ambition, les idéaux; et les satisfaire devint le problème de ma vie d'enfant. Mon environnement était primitif, dur et fruste. Je n'avais pas de vue sur l'extérieur mais seulement sur ce qui se trouvait au-dessus. Ma place dans la société était tout à fait au bas de l'échelle. A ce niveau la vie n'offrait rien que de sordide et misérable, aussi bien pour la chair que pour l'esprit : car la chair et l'esprit y étaient pareillement affamés et torturés.

Au-dessus de moi s'élevait l'édifice colossal de la société, et à mes yeux le seul moyen d'en sortir, c'était de monter. C'est donc dans cet édifice que j'ai résolu de bonne heure de monter. Aux étages supérieurs, les hommes

portaient des vêtements noirs et des chemises amidonnées, les femmes des robes magnifiques. Il y avait également de bonnes choses à manger, et à profusion. Cela pour la chair. Maintenant, il y avait les choses de l'esprit. Loin au-dessus de moi, je le savais, régnaient les générosités de l'esprit, la pensée nette et noble, une vive intellectualité. Je savais tout cela parce que je lisais les romans de la « Seaside Library » dans lesquels, à l'exception des chenapans et des aventurières, tous les hommes et toutes les femmes n'avaient que de belles pensées, parlaient une belle langue, et accomplissaient des actions magnifiques. Bref, j'admettais comme une chose évidente qu'au-dessus de moi, tout était beau, noble, aimable, qu'il y

avait tout ce qui donne de la respectabilité et de la dignité à la vie, tout ce qui fait que la vie mérite d'être vécue, tout ce qui vous rémunère de vos travaux et vous console de vos malheurs.

Mais cette ascension n'est pas particulièrement facile pour celui qui appartient à la classe ouvrière — en particulier s'il est handicapé par ses idéaux et ses illusions. Je vivais en Californie sur un ranch et je me mis énergiquement à chercher un endroit où appuyer mon échelle. De bonne heure, je me résignai sur le taux d'intérêt de l'argent, et je torturai mon cerveau d'enfant à essayer de comprendre les vertus et l'excellence de cette remarquable invention de l'homme, les intérêts composés. De plus, je m'informai des taux courants de salaires pour les

travailleurs de tous les âges, et du coût de la vie. En partant de ces données, j'arrivai à la conclusion que si je me mettais sur le champ à travailler et à économiser jusqu'à l'âge de trente ans, je pourrais alors m'arrêter de travailler et me mettre à participer dans une large mesure aux délices et aux bienfaits qui s'offraient à moi à un échelon plus élevé de la société. Naturellement, j'étais fermement décidé à ne pas me marier, tandis que j'oubliais complètement d'envisager ce terrible écueil générateur de désastre pour la classe laborieuse : la maladie.

Mais la vitalité qu'il y avait en moi exigeait plus qu'une existence mesquine d'économie sordide, de parcimonie. Si bien, qu'à l'âge de dix ans, je devins marchand de journaux dans les rues d'une ville,

et me retrouvai avec une façon nouvelle de regarder les choses qui se trouvaient au-dessus de moi. J'étais toujours entouré des mêmes choses sordides et misérables, et au-dessus de moi se trouvait toujours le même paradis attendant que j'y monte; mais l'échelle y donnant accès n'était plus la même. C'était désormais l'échelle des affaires. Pourquoi mettre de l'argent de côté et investir mes économies en fonds d'Etat lorsque, en achetant deux journaux pour cinq cents, je pouvais, en un tour de main, les revendre dix cents et doubler ainsi mon capital? L'échelle des affaires, était l'échelle qui me convenait, et je me voyais déjà devenu un prince du commerce chauve et arrivé.

(à suivre)